

RCS : STRASBOURG

Code greffe : 6752

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de STRASBOURG atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1998 B 00786

Numéro SIREN : 419 088 760

Nom ou dénomination : 3D

Ce dépôt a été enregistré le 24/11/2023 sous le numéro de dépôt 14737

Bilan Actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2022	Net 31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaire				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	6 390 264		6 390 264	6 390 264
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	6 390 264		6 390 264	6 390 264
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	1 277 327	50 109	1 227 218	407 662
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	2 342 455	1 845	2 340 610	2 282 092
Autres créances	195 953		195 953	260 248
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	259 042		259 042	362 714
Charges constatées d'avance (3)	1 493 234		1 493 234	460 080
TOTAL ACTIF CIRCULANT	5 568 012	51 954	5 516 058	3 772 796
Frais d'émission d'emprunt à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	23 251		23 251	26 274
TOTAL GENERAL	11 981 527	51 954	11 929 573	10 189 335
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan Passif

	31/12/2022	31/12/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	107 905	107 905
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	351 842	351 842
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	10 791	10 791
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 936 077	915 569
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	193 854	1 020 508
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	2 600 469	2 406 615
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	23 251	26 274
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	23 251	26 274
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	6 180 444	5 902 876
Emprunts et dettes financières diverses (3)	404 340	301 539
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 544 808	1 544 218
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 614	5 058
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	20 562	
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	9 161 768	7 753 690
Ecart de conversion passif	144 085	2 755
TOTAL GENERAL	11 929 573	10 189 335
(1) Dont à plus d'un an (a)	6 179 423	5 902 028
(1) Dont à moins d'un an (a)	2 982 345	1 851 663
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	1 021	848
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	9 569 115	9 389 918
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	43 273	85 341
Chiffre d'affaires net	9 612 388	9 475 259
Dont à l'exportation	5 881 038	6 461 096
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges		258
Autres produits	20	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	9 612 409	9 475 517
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	8 128 166	7 000 123
Variations de stock	-828 735	-119 186
Achats de matières premières et autres approvisionnements	174 859	128 025
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	1 324 461	1 067 797
Impôts, taxes et versements assimilés	6 862	11 628
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements		
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	9 434	11 605
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges		79
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	8 815 047	8 100 071
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	797 362	1 375 445
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	1 803	2
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	26 274	9 882
Différences positives de change	161 765	105 664
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	189 843	115 548
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	23 251	26 274
Intérêts et charges assimilées (4)	303 927	285 800
Différences négatives de change	354 184	95 756
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)	681 363	407 830
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-491 520	-292 282
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	305 842	1 083 163

Compte de résultat (suite)

	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		222 509
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		222 509
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	260	6 110
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	260	6 110
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-260	216 399
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	111 728	279 054
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	9 802 252	9 813 574
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	9 608 398	8 793 066
BENEFICE OU PERTE	193 854	1 020 508
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	296 798	278 480

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SASU 3 D

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 11 929 573 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 193 854 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels au 31/12/2022 ont été établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), du règlement ANC N° 2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015, et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Titres de participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, la méthode du prix de détail a été appliquée.

La société a changé sa méthode valorisation des stocks : la méthode du dernier connu est remplacé par la méthode du FIFO.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du

Règles et méthodes comptables

jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement - Fonds commercial - Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains - Constructions sur sol propre - Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements et aménagement des constructions - Installations techniques, matériel et outillage industriels - Installations générales, agencements aménagement divers - Matériel de transport - Matériel de bureau et informatique, mobilier - Emballages récupérables et divers - Immobilisations corporelles en cours - Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
- Participations évaluées par mise en équivalence - Autres participations - Autres titres immobilisés - Prêts et autres immobilisations financières	6 390 264			6 390 264
Immobilisations financières	6 390 264			6 390 264
ACTIF IMMOBILISÉ	6 390 264			6 390 264

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SASU DOMINIQUE DUTSCHER 67170 BERNOLSHEIM	78 000	67 802 759	100,00	18 608 721
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Renseignements globaux sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avais	Dividendes encaissés
- Filiales (détenues à + 50 %)	6 390 264	6 390 264			
- Participations (détenues entre 10 et 50%)					
- Autres filiales françaises					
- Autres filiales étrangères					
- Autres participations françaises					
- Autres participations étrangères					

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 4 031 642 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif circulant :	4 031 642	4 031 642	
Créances Clients et Comptes rattachés	2 342 455	2 342 455	
Autres	195 953	195 953	
Charges constatées d'avance	1 493 234	1 493 234	
Total	4 031 642	4 031 642	

Produits à recevoir

	Montant
Interets courus a recevoir	1 339
Total	1 339

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks	40 930	9 179		50 109
Créances et Valeurs mobilières	1 589	255		1 845
Total	42 519	9 434		51 954
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		9 434		
Financières				
Exceptionnelles				

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 107 905,00 euros décomposé en 107 905 titres d'une valeur nominale de 1,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	107 905	1,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	107 905	1,00

Notes sur le bilan

Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	26 274	23 251	26 274		23 251
Total	26 274	23 251	26 274		23 251
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice : Exploitation Financières Exceptionnelles		23 251	26 274		

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 9 161 768 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	1 021	1 021		
- à plus de 1 an à l'origine	6 179 423		6 179 423	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	404 340	404 340		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 544 808	2 544 808		
Dettes fiscales et sociales	11 614	11 614		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	20 562	20 562		
Produits constatés d'avance				
Total	9 161 768	2 982 345	6 179 423	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				
(**) Dont envers Groupe et associés	404 340			

Charges à payer

	Montant
Achats de marchandises	68 840
Honoraires	22 200
Inter.cour.a payer agios	1 021
Total	92 060

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Achats marchandises	1 493 234		
Total	1 493 234		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2022
Ventes de marchandises	9 569 115
Prestations de services	43 273
TOTAL	9 612 388

Répartition par marché géographique

	31/12/2022
France	3 731 350
Etrangers	5 881 038
TOTAL	9 612 388

Charges et produits d'exploitation et financiers

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après impôt
+ Résultat courant	305 842	111 728	194 114
+ Résultat exceptionnel	-260		-260
- Participations des salariés			
Résultat comptable	305 582	111 728	193 854
(*) comporte les crédits d'impôt (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 25% fait ressortir une créance future d'un montant de 5 813 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	23 251
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	23 251
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	5 813
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 25%.	

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2021, la société SASU 3 D est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS DUTSCHER HOLDING.

Autres informations

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : DUTSCHER HOLDING

Forme : SAS

Au capital de : 30 444 680 euros

Adresse du siège social :
2C RUE DE BRUXELLES
67170 BERNOLSHEIM

Engagements financiers

Engagements donnés

3 D SAS

Dominique Dutscher Distribution

Société par actions simplifiée au capital de €. 107 905,--

2C, rue de Bruxelles

67170 BERNOLSHEIM

RCS Strasbourg B 419 088 760 (98 B 786)

SIR 419 088 760 00030 APE 4676Z

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice 2022

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de la société 3D SAS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée du 31 mai 2016, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 3D SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiqués dans la partie « responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

3 D SAS

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Concernant les titres de participation

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan du 31 décembre 2022 s'établit à 6 390 264 euros, soit plus de 62 % de l'actif, sont évalués à leur coût d'acquisition.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilités des activités concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établies pour chacune de ses activités.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

3 D SAS

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de son audit.

3 D SAS

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Strasbourg, le 26 mai 2023

Le Commissaire aux comptes



FIDUCIAIRE DE L'ECONOMIE
FIDEC SA
Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux comptes
30, Quai du Brühl - 67200 STRASBOURG
Tel : 03 88 30 55 77 - Fax 03 88 29 13 40
Email : fidec.appel@fidec-strasbourg.fr

3 D

Société par actions simplifiée
Au capital de 107 905 €
Siège social : 2 c rue de Bruxelles, 67170 BERNOLSHEIM
RCS de STRASBOURG : 419 088 760

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE DU 13 JUIN 2023

EXTRAIT

[.....]

DEUXIEME DÉCISION

L'associée unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'élevant à 193 853,96 €, en totalité au compte « Réserve libre ».

L'associée unique, pour répondre aux prescriptions de l'article 243 bis du Code général des impôts, prend acte qu'aucune somme n'a été distribuée au titre de dividendes, au cours des trois derniers exercices.

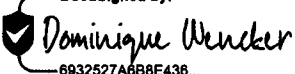
[.....]

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président

DUTSCHER HOLDING

Représentée par Dominique WENCKER

DocuSigned by:

6932527A6B8E436...